

CHANGER LES RÈGLES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE DANS L'INTÉRÊT DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES ET DE LEUR FAMILLE

Le système économique et le modèle actuel de mondialisation bénéficient de manière disproportionnée aux entreprises au détriment des travailleurs/euses. Les chaînes d'approvisionnement mondiales acheminent des richesses à une poignée d'entreprises internationales aux dépens des travailleurs/euses de ces mêmes chaînes. Par conséquent, un nombre restreint d'entreprises détiennent un pouvoir illimité, dont 80 % des bénéfices dans le monde aboutissent entre les mains de seulement 10 % des entreprises cotées en bourse. Elles dépendent d'une main-d'œuvre mondiale dont moins de 60 % des travailleurs/euses ont un contrat officiel. La plupart des travailleurs/euses sont confrontés à des conditions précaires, peu sûres et souvent dangereuses, généralement sans protection sociale.

La montée en puissance des entreprises est en corrélation directe avec le recul des droits des travailleurs/euses, la baisse des salaires et des emplois sûrs. Bien que les conditions de travail, les salaires et la couverture de la sécurité sociale n'aient pas fait l'objet d'améliorations dans les pays où les investissements étrangers sont élevés, les gouvernements continuent de soutenir ce modèle économique fondé sur l'exploitation et promouvant des atteintes aux droits humains et du travail, ainsi que la suppression de salaires et de la protection sociale.

Les gouvernements sont soumis aux entreprises qui imposent leur politique et réglementation dans pratiquement toutes les sphères de notre vie. Les travailleurs/euses et leur famille perdent de plus en plus confiance non seulement dans la mondialisation, mais également dans les principes mêmes de la démocratie.

Les syndicats s'organisent pour changer ce modèle économique mondial injuste et non durable. Nous luttons pour réclamer des salaires minimums vitaux et une négociation collective, des relations de travail plus sûres et sans danger, la formalisation du travail informel dans les chaînes d'approvisionnement, l'éradication de l'esclavage dans les chaînes d'approvisionnement et une protection sociale universelle. Le 4e Congrès mondial de la CSI qui se tiendra à Copenhague débattrà de l'intensification de la lutte contre toutes les formes de cupidité des entreprises et pour la réglementation du pouvoir économique dans l'intérêt des travailleurs/euses.

- » Des 100 plus grandes économies dans le monde, 71 sont des entreprises et seulement 29 sont des pays.
- » Quarante-deux personnes détiennent désormais autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité.
- » Les grandes entreprises n'emploient directement que 6 % des travailleurs/euses dont elles dépendent pour générer leurs bénéfices.
- » Moins de 60 % des travailleurs/euses ont un contrat officiel.
- » Quatre-vingts pour cent des personnes considèrent que le système économique favorise les riches, plutôt que d'être équitable envers la majorité de la population.
- » Au total, 93 % des personnes estiment qu'il est important que leur gouvernement prenne position contre les abus des entreprises et qu'il veille au respect de l'État de droit.